

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)	Marché de fournitures courantes et services Marché n° 2023 010 D A 10 65 Prestations de nettoyage, de bio-nettoyage et de collecte des déchets intermédiaires pour les besoins des hôpitaux du GHU AP-HP. Université Paris-Saclay (Ambroise-Paré, Bicêtre, Antoine-Béclère et Paul-Brousse) Commun aux 7 lots
---	--

SOMMAIRE

ARTICLE 1	DISPOSITIONS GENERALES – OBJET DU MARCHE	4
1.1	OBJET DU MARCHE	4
1.2	DECOMPOSITION EN LOT :	4
1.3	FORME DU MARCHE :	5
1.4	DUREE DU MARCHE	7
1.5	PRESTATIONS SIMILAIRES	7
ARTICLE 2	PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	7
ARTICLE 3	CHARGES ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE DU MARCHE	9
3.1	REPRISE PERSONNEL ET LISTE DU PERSONNEL NOMINATIVE ET QUALITATIVE DU PERSONNEL SUR SITE	10
3.2	OBLIGATION QUANT AUX VISITES MEDICALES REGLEMENTAIRES	11
3.3	CONDITIONS D'EXPLOITATION	11
3.3.1	<i>Prestations à obligations de résultats</i>	11
3.3.2	<i>Prestations en obligation de moyens</i>	12
3.3.3	<i>Prestations exceptionnelles</i>	12
3.3.3.1	Prestations complémentaires	12
3.3.3.2	Remises en état :	12
3.4	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	12
3.5	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE :	13
3.6	ACCES AUX ETABLISSEMENTS – IDENTIFICATION – SECURITE	15
3.7	CONTINUE DE SERVICE	15
3.8	PLAN DE CONTINUE D'ACTIVITE	16
ARTICLE 4	PRIX	16
4.1	CONTENU DES PRIX	16
4.2	REVISION DES PRIX	16
ARTICLE 5	FACTURATION	17
5.1	FACTURATION	17

5.2	MODALITES DE PAIEMENT	18
ARTICLE 6	MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC.....	19
ARTICLE 7	GARANTIE	20
ARTICLE 8	PENALITES.....	20
ARTICLE 9	ASSURANCES.....	24
ARTICLE 10	RESILIATION.....	24
ARTICLE 11	DEROGATIONS	24

ARTICLE 1 DISPOSITIONS GENERALES – OBJET DU MARCHÉ

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent les prestations de nettoyage, de bionettoyage et de collecte des déchets intermédiaires pour les besoins du GHU AP-HP. Université Paris-Saclay (Sites Ambroise Paré, Bicêtre, Antoine Bécère et Paul Brousse).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et leurs annexes.

Lieu(x) d'exécution : GHU APHP Université Paris Saclay

- ☒ Hôpital Ambroise Paré - 9 Avenue Charles de Gaulle, 92100 Boulogne-Billancourt
- ☒ Hôpital Bicêtre - 78, rue du général Leclerc - 94270 Le Kremlin-Bicêtre
- ☒ Hôpital Antoine Bécère - 157 rue de la Porte de Trivaux - 92140 Clamart
- ☒ Hôpital Paul Brousse - 12 avenue Paul-Vaillant-Couturier - 94800 Villejuif

1.2 DÉCOMPOSITION EN LOT :

- ☐ Il n'est pas prévu de décomposition en lot
- ☒ Les prestations font l'objet de lots définis comme suit :

Lot	Intitulé du lot
1	Prestations de Nettoyage et bio nettoyage du site de l'hôpital Ambroise Paré
2	Prestations de nettoyage et bio nettoyage du site de l'hôpital Bicêtre
3	Prestations de nettoyage et bio nettoyage du site de l'hôpital Antoine Bécère
4	Prestations de nettoyage et bio nettoyage du site de l'hôpital Paul Brousse
5	Prestations de collecte des déchets intermédiaires du site de l'hôpital Bicêtre
6	Prestations de collecte des déchets intermédiaires du site de l'hôpital Paul Brousse
7	Prestations de collecte des déchets intermédiaires du site de l'hôpital Ambroise Paré

1.3 FORME DU MARCHÉ :

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire à prix mixtes au sens des articles R 2162-13 à R 2162-14 du Code de la commande publique, pour les lots 1 à 4 et à prix forfaitaires pour les lots 5 à 7.

Pour le lot 1 prestations de nettoyage et bio-nettoyage du site de l'hôpital Ambroise Paré

- ✓ A prix forfaitaire, en application des prix mentionnés à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, l'annexe financière
- ✓ A prix unitaire, en application des prix mentionnés à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, l'annexe financière.

Les montants annuels minimum et maximum en € HT sont les suivants :

Montant minimum en € H.T	Montant maximum annuel en € H.T
0 € H.T	2606900,00 €

Pour le lot 2 prestations de nettoyage et bio-nettoyage du site de l'hôpital Bicêtre

- ✓ A prix forfaitaire, en application des prix mentionnés à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, l'annexe financière
- ✓ A prix unitaire, en application des prix mentionnés à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, l'annexe financière

Les montants annuels minimum et maximum en € HT sont les suivants :

Montant minimum en € H.T	Montant maximum annuel en € H.T
0 € H.T	6968950,00 €

Pour le lot 3 prestations de nettoyage et bio-nettoyage du site de l'hôpital Antoine Béclère

- ✓ A prix forfaitaire, en application des prix mentionnés à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, l'annexe financière
- ✓ A prix unitaire, en application des prix mentionnés à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, l'annexe financière

Les montants annuels minimum et maximum en € HT sont les suivants :

Montant minimum en € H.T	Montant maximum annuel en € H.T
0 € H.T	3073350,00 €

Pour le lot 4 prestations de nettoyage et bio-nettoyage du site de l'hôpital Paul Brousse

- ✓ A prix forfaitaire, en application des prix mentionnés à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, l'annexe financière
- ✓ A prix unitaire, en application des prix mentionnés à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, l'annexe financière

Les montants annuels minimum et maximum en € HT sont les suivants :

Montant minimum en € H.T	Montant maximum annuel en € H.T
0 € H.T	2076450,00 €

Pour le lot 5 prestations de collecte des déchets intermédiaires du site de l'hôpital Bicêtre

- ✓ A prix forfaitaires, en application des prix mentionnés à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, l'Annexe financière.

Les montants annuels minimum et maximum en € HT sont les suivants :

Montant minimum en € H.T	Montant maximum annuel en € H.T
0 € H.T	370950,00 €

Pour le lot 6 prestations de collecte des déchets intermédiaires du site de l'hôpital Paul Brousse

- ✓ A prix forfaitaires, en application des prix mentionnés à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, l'Annexe financière.

Les montants annuels minimum et maximum en € HT sont les suivants :

Montant minimum en € H.T	Montant maximum annuel en € H.T
0 € H.T	148350,00 €

Pour le lot 7 prestations de collecte des déchets intermédiaires du site de l'hôpital Ambroise Paré

- ✓ A prix forfaitaires, en application des prix mentionnés à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, l'Annexe financière.

Les montants annuels minimum et maximum en € HT sont les suivants :

Montant minimum en € H.T	Montant maximum annuel en € H.T
0 € H.T	85200,00 €

1.4 DURÉE DU MARCHÉ

Chacun des lots est passé pour une durée d'un an, renouvelable tacitement par période d'un an, trois fois, sans excéder la durée totale de 4 ans.

La non-reconduction annuelle de l'accord-cadre s'effectuera deux mois, avant la date anniversaire de la notification du marché.

La durée du marché court à compter de sa date de notification, La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est fixée selon les dates prévisionnelles fixées ci-dessous.

N°	Intitulé	Délais d'exécutions prévisionnelles
1	Prestations de Nettoyage et bio nettoyage du site de l'hôpital Ambroise Paré	20 avril 2024
2	Prestations de nettoyage et bio nettoyage du site de l'hôpital Bicêtre	7 septembre 2024
3	Prestations de nettoyage et bio nettoyage du site de l'hôpital Antoine Béchère	7 septembre 2024
4	Prestations de nettoyage et bio nettoyage du site de l'hôpital Paul Brousse	20 avril 2024
5	Prestations de collecte des déchets intermédiaires du site de l'hôpital Bicêtre	20 avril 2024
6	Prestations de collecte des déchets intermédiaires du site de l'hôpital Paul Brousse	20 avril 2024
7	Prestations de collecte des déchets intermédiaires du site de l'hôpital Ambroise Paré	20 avril 2024

1.5 PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent par ordre de priorité décroissant :

Le Titulaire déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les clauses.

- ✓ **Lot 1 : Prestations de -nettoyage et bio nettoyage du site de l'hôpital Ambroise Paré**
 - L'acte d'engagement (AE)
 - L'annexe 1 à l'acte d'engagement : Annexe financière
 - Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulière (CCAP)
 - L'annexe 1 au CCAP : Eléments de reprise du personnel
 - L'annexe 2 au CCAP : Recommandation pour le BN des surfaces à l'hôpital
 - Le cahier des Clauses Techniques particulières applicable aux prestations de nettoyage et entretien des locaux d'Ambroise Paré (CCTP)
 - Annexe 1 au CCTP : cartographie des locaux
 - L'offre technique du candidat

- ✓ **Lot 2 : Prestations de nettoyage et bio nettoyage du site de l'hôpital Bicêtre**
 - L'acte d'engagement (AE)
 - L'annexe 1 à l'acte d'engagement : Annexe financière
 - Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulière (CCAP)
 - L'annexe 1 au CCAP : Eléments de reprise du personnel
 - L'annexe 2 au CCAP : Recommandation pour le BN des surfaces à l'hôpital
 - Le cahier des Clauses Techniques particulières applicable aux prestations de nettoyage et entretien des locaux de Bicêtre (CCTP)
 - Annexe 1 au CCTP : cartographie des locaux
 - Annexe 2 au CCTP- Procédure de nettoyage et descriptif par zone
 - L'offre technique du candidat

- ✓ **Lot 3 : Prestations de nettoyage et bio nettoyage du site de l'hôpital Antoine Béclère**
 - L'acte d'engagement (AE)
 - L'annexe 1 à l'acte d'engagement : Annexe financière
 - Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulière (CCAP)
 - L'annexe 1 au CCAP : Eléments de reprise du personnel
 - L'annexe 2 au CCAP : Recommandation pour le BN des surfaces à l'hôpital
 - Le cahier des Clauses Techniques particulières applicable aux prestations de nettoyage et entretien des locaux de Béclère (CCTP)
 - Annexe 1 au CCTP : cartographie des locaux
 - L'offre technique du candidat

- ✓ **Lot 4 : Prestations de nettoyage et bionettoyage du site de l'hôpital Paul Brousse**
 - L'acte d'engagement (AE)
 - L'annexe 1 à l'acte d'engagement : Annexe financière
 - Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulière (CCAP)
 - L'annexe 1 au CCAP : Eléments de reprise du personnel
 - L'annexe 2 au CCAP : Recommandation pour le BN des surfaces à l'hôpital
 - Le cahier des Clauses Techniques particulières applicable aux prestations de nettoyage et entretien des locaux de Paul Brousse (CCTP)
 - Annexe 1 au CCTP : cartographie des locaux
 - L'offre technique du candidat

- ✓ **Lot 5: Prestations de collecte des déchets intermédiaires du site de l'hôpital Bicêtre**
 - L'acte d'engagement (AE)
 - L'annexe 1 à l'acte d'engagement : Annexe financière
 - Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulière (CCAP)
 - L'annexe 1 au CCAP : Eléments de reprise du personnel
 - Le cahier des Clauses Techniques particulières applicable aux prestations de collecte des déchets intermédiaires de Bicêtre (CCTP)
 - L'offre technique du candidat

- ✓ **Lot 6: Prestations de collecte des déchets intermédiaires du site de l'hôpital Paul Brousse**
 - L'acte d'engagement (AE)
 - L'annexe 1 à l'acte d'engagement : Annexe financière
 - Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulière (CCAP)
 - L'annexe 1 au CCAP : Eléments de reprise du personnel
 - Le cahier des Clauses Techniques particulières applicable aux prestations de collecte des déchets intermédiaires de Paul Brousse (CCTP)
 - L'offre technique du candidat

- ✓ **Lot 7: Prestations de collecte des déchets intermédiaires du site de l'hôpital Ambroise Paré**
 - L'acte d'engagement (AE)
 - L'annexe 1 à l'acte d'engagement : Annexe financière
 - Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulière (CCAP)
 - L'annexe 1 au CCAP : Eléments de reprise du personnel
 - Le cahier des Clauses Techniques particulières applicable aux prestations de collecte des déchets intermédiaires de Ambroise Paré (CCTP)
 - Annexe 1 au CCTP : points de collecte des déchets -partie intérieure
 - L'offre technique du candidat

Les pièces de portée générale comme tout nouveau texte législatif ou réglementaire sont réputées connues des parties et ne sont pas jointes au dossier de la consultation.

Le Titulaire est réputé connaître tous les textes encadrant la mission. Pour tout ce à quoi il n'est pas dérogé par les stipulations des pièces particulières, le marché sera régi par

- Le code de la commande publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fourniture courants et services).

ARTICLE 3 CHARGES ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE DU MARCHÉ

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché), dont le détail est indiqué dans le cahier des charges techniques particulières

(C.C.T.P.).

Il est rappelé que les actions du Titulaire se déroulent dans des établissements recevant du public (ERP) et qu'il doit en conséquence agir conformément à la réglementation concernant ces établissements. Il est précisé que les actions de nettoyage et de collecte des déchets ne doivent pas perturber le fonctionnement de l'ensemble des services de l'hôpital.

3.1 REPRISE PERSONNEL ET LISTE DU PERSONNEL NOMINATIVE ET QUALITATIVE DU PERSONNEL SUR SITE

En application des dispositions de la convention collective nationales des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2001 (annexe 7 de l'accord professionnel) et de l'article L 1224-1 du code du travail, le titulaire reprend le personnel de l'entreprise titulaire du précédent marché.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des contrats de travail du personnel selon la liste fournie dans le dossier de consultation. Il est précisé que les informations relatives au personnel à reprendre ont été transmises par le titulaire sortant. Le GHU AP-HP UNIVERSITE PARIS SACLAY n'étant pas à l'origine de ces informations, celui-ci ne saurait dès lors, engager sa responsabilité.

Avant le démarrage du marché, le Titulaire adressera à la Direction des Achats, de la Logistique et de la Qualité Hôtelière (DAL-QH) la liste nominative et qualitative du personnel employé sur le site à compter de la date de début d'exécution des prestations. Cette liste sera tenue à jour trimestriellement ou dès ajout ou changement de personne pour une période consécutive supérieure à quinze jours.

Cette liste devra préciser pour chaque agent :

- Son secteur d'intervention
- Le nombre d'heures qui lui est attribué
- Ses horaires de travail
- Les formations reçues

Les fiches de postes actualisées devront être fournies au cours du premier mois d'exécution du marché et à chaque changement.

Toute modification devra être immédiatement signalée par écrit au Pouvoir Adjudicateur.

Outre la fiche de poste, le titulaire fournira une fiche de déroulement des tâches par agent, cette fiche devra mentionner les spécificités liées à chaque service.

3.2 OBLIGATION QUANT AUX VISITES MÉDICALES RÉGLEMENTAIRES

Le titulaire s'engage à soumettre le personnel exerçant ses fonctions au sein des établissements adhérents (y compris le personnel assurant des remplacements ponctuels) , dans le cadre de son temps de travail à toutes les visites médicales, réactions cutanées tuberculiques (les employés âgés de moins de 35 ans devront recevoir une vaccination par le BCG au cas où la réaction à la tuberculine serait négative), radiographie pulmonaire et vaccinations prévues par la réglementation générale, en particulier à des examens de laboratoire en conformité avec les dispositions de l'article 21 du décret n° 71-636 du 21 juillet 1971.

Il est fait obligation au titulaire de faire vacciner contre l'hépatite B le personnel mis à disposition des établissements.

De plus, le titulaire s'engage à respecter les dispositions réglementaires relatives à la radioprotection des salariés et à la surveillance médicale.

En outre, et d'une manière générale, tous les employés (y compris le personnel assurant des remplacements ponctuels) devront satisfaire aux obligations des lois sur les vaccinations obligatoires du personnel hospitalier.

Les divers examens, épreuves et vaccinations ci-dessus visés sont à la charge du titulaire.

De plus, compte tenu de la spécificité du cadre de travail hospitalier, le directeur de l'établissement peut demander toute visite médicale ou vaccination qu'il estimerait souhaitable.

3.3 CONDITIONS D'EXPLOITATION

Les prestations de nettoyage sont classées en 3 catégories :

3.3.1 PRESTATIONS À OBLIGATIONS DE RÉSULTATS

Sont concernés par l'obligation de résultats, l'ensemble des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et des vitreries (locaux hors hospitalisation, locaux d'hospitalisation, crèches, chambres mortuaires, remise en état des locaux d'hospitalisation suite à fermeture ponctuelle et hors travaux etc...) et abords immédiats des bâtiments, etc...) non visées à l'article 3.3.2 ci-après et les prestations de collecte intermédiaire des déchets.

L'objectif est d'obtenir un niveau de propreté conforme au guide du CLIN. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations et s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage donc à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants. **Les prestations devront être renouvelées autant de fois que nécessaire pour obtenir la qualité imposée.**

3.3.2 PRESTATIONS EN OBLIGATION DE MOYENS

Le prestataire fournira impérativement dans le courant du dernier trimestre de l'année en cours pour l'année suivante, un planning annuel de réalisation des prestations en obligation de moyens. Ce document sera soumis pour accord au GHU APHP Université Paris Saclay. Dans le cas où le prestataire ne pourrait respecter le planning, il devra avertir le GHU APHP Université Paris Saclay 5 jours avant la date de réalisation prévue.

La non transmission au GHU APHP Université Paris Saclay de ce planning sera soumise à pénalité.

La non réalisation de ces prestations aux dates prévues, sans information préalable de modification du planning ou sans raison justifiée pour modifier ce planning, donnera lieu à pénalité.

3.3.3 PRESTATIONS EXCEPTIONNELLES

3.3.3.1 Prestations complémentaires

Ces prestations seront réalisées sur demande écrite du GHU APHP Université Paris Saclay. Un délai de prévenance de 2 jours ouvrés, sauf urgences, devra être respecté par le GHU APHP Université Paris Saclay pour ces demandes.

3.3.3.2 Remises en état :

Le prestataire se verra confier la remise en état de locaux après chantiers. Un délai de prévenance de 5 jours ouvrés devra, sauf urgence, être respecté par le GHU APHP Université Paris Saclay pour la prise en charge de cette demande.

Sauf en cas de force majeure, un devis complet faisant référence aux prix mentionnés dans le bordereau de prix unitaire, et précisant les modalités d'exécution, sera établi par le prestataire et remis au référent du marché. Le devis tiendra compte de l'absence d'intervention du titulaire pendant la période de fermeture du service dans lequel les travaux ont eu lieu.

3.4 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Afin de réduire les impacts environnementaux du nettoyage, le titulaire s'engage à utiliser au minimum 80 % de produits éco-labellisés ou ayant des caractéristiques au moins équivalentes à celles de l'écocert européen dans les catégories de produits couverts par cet écocert (nettoyants multi-usages et nettoyants pour sanitaires).

3.5 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ :

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du GHU AP-HP UNIVERSITE PARIS SACLAY, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques du GHU AP-HP UNIVERSITE PARIS SACLAY conformément aux lois et régimes applicables.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information du GHU AP-HP UNIVERSITE PARIS SACLAY, sans l'accord du GHU AP-HP UNIVERSITE PARIS SACLAY, quelle que soit la source ou l'origine de cette information ;
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par le GHU AP-HP UNIVERSITE PARIS SACLAY qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par le GHU AP-HP UNIVERSITE PARIS SACLAY à l'occasion de l'exécution du présent marché ;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par le GHU AP-HP UNIVERSITE PARIS SACLAY ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de le GHU AP-HP PARIS SACLAY est nécessaire ;

- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par le GHU AP-HP UNIVERSITE PARIS SACLAY sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de le GHU AP-HP UNIVERSITE PARIS SACLAY, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis du GHU AP-HP UNIVERSITE PARIS SACLAY de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai le GHU AP-HP UNIVERSITE PARIS SACLAY de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

Le GHU AP-HP UNIVERSITE PARIS SACLAY se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le GHU AP-HP UNIVERSITE PARIS SACLAY se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

Le GHU AP-HP Université PARIS SACLAY pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

L'exécution du marché peut conduire le titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret-défense, doivent rester du niveau « diffusion restreinte » et ne peuvent être rendues publiques.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

3.6 ACCÈS AUX ÉTABLISSEMENTS – IDENTIFICATION – SÉCURITÉ

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

En matière de sécurité, le prestataire aura l'obligation de se conformer au règlement intérieur de l'hôpital :

- Procédures d'accès en particulier dans les secteurs protégés, secteurs psychiatriques, secteurs alzheimer, etc.
- Fermeture des portes
- Fermeture de l'éclairage dans les locaux vides (sauf contre-indication).

3.7 CONTINUITÉ DE SERVICE

Le titulaire du marché est tenu d'assurer la continuité de l'exécution des prestations objet du marché, y compris en cas de grève de son personnel, sauf cas de force majeure reconnus par les juridictions administratives.

En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer, dans la mesure du possible, les prestations définies indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des bâtiments selon les fréquences établies en accord avec la personne publique.

3.8 PLAN DE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ

Dans les trois mois suivant la date de notification du marché au titulaire, celui-ci devra avoir rédigé et présenté au GHU AP-HP. Université Paris-Saclay un plan de continuité d'activité (PCA) de l'entreprise indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée ne soit pas ou peu dégradée, quel que soit les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels, notamment en cas d'épidémie de bronchiolite ou de pandémie, qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise. Avant l'élaboration du PCA par le titulaire, une réunion préalable sera organisée avec les représentants du GHU AP-HP. Université Paris-Saclay à cet effet afin de lui présenter les attendus du GHU AP-HP. Université Paris-Saclay. Le titulaire s'engage à tenir à ce jour ce PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant sa prestation sur les sites du GHU AP-HP. Université Paris-Saclay.

ARTICLE 4 PRIX

4.1 CONTENU DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application du prix forfaitaire et/ou des prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées, selon les stipulations de l'acte d'engagement et bordereaux de prix.

Les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils comprennent également tous les frais afférents à la mise en œuvre de la prestation, objet du présent marché dont notamment, à titre non limitatif, l'ensemble des moyens en personnels et en matériels adaptés en qualité et en quantité à la mission, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant intervenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

4.2 RÉVISION DES PRIX

Les prix unitaires et forfaitaires seront fermes la première année. Ils seront ensuite révisibles à la date anniversaire de la notification du marché, selon la formule et l'index de révision mentionné ci-dessous :

- Pour les prestations de nettoyage :

$$P1 = P0[0,15+0,85*(I1/I0)]$$

Indice(s) utilisé(s) :

I : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.2 – Services de nettoyage – Base 2015 – Identifiant : 010546132

- Pour les prestations de collecte interne des déchets :

$$P1 = P0[0,30+0,70*(I1/I0)]$$

I = ICTrev-TS : Salaires et charges sociales – Coût du travail – indice du coût horaire révisé tous salariés – salaires et charges – Production et distribution d’eau, assainissement – gestion des déchets et dépollution ((NAF rév. 2 section E) – Base 100 en décembre 2008 – Identifiant INSEE n°1565187

P = Prix révisé,

P° = Prix à la date de notification du marché

I (1) = Dernier indice de référence connu, définitif ou provisoire, au cours du mois précédant la date d’anniversaire de la notification du marché,

I (o) = Valeur de l’indice de référence au « mois zéro » soit la date de la notification du marché

ARTICLE 5 FACTURATION

5.1 FACTURATION

Conformément à l’article L. 2192- 1 du Code de la commande publique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous forme électronique.

Les factures électroniques seront transmises par l’intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l’adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures seront transmises sur ce portail sous format dématérialisé (signées ou non signées). Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Les mentions suivantes doivent figurer sur les factures :

- La mention « Facture » ;
- Le numéro d’ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l’acte d’engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le Code APE ;
- la désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée)
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- le n° de SIRET de l’AP-HP : 267 500 452 001928;
- le Code service de l’établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) à savoir :
 - o Le code service de l’établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) :

- Ambroise Paré : 014
- Bicêtre : 010
- Béclère : 028
- Brousse : 096

- le numéro de marché ;
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture. En cas de facturation erronée, le délai de paiement sera systématiquement suspendu.

Les paiements seront effectués au titulaire sur présentation de factures après service fait (c'est-à-dire après l'admission de chaque commande), dans les conditions prévues au C.C.A.G.-FCS).

5.2 MODALITÉS DE PAIEMENT

Le CHU AP-HP Université Paris Saclay se libérera des sommes dues au titre du présent marché par virement, sur le compte bancaire référencé ci-après :

Nom de l'établissement bancaire :
Raison sociale du titulaire du compte :
Numéro du compte :

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales.

Conformément à l'article R2192-11 du code de la commande publique (CCP) le délai maximum de paiement est de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur, notamment aux dispositions des articles R 2192-31 à R 2192-36 du code de la commande publique relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

ARTICLE 6 MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

En application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction ou diminution du volume des prestations,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

ARTICLE 7 GARANTIE

Les fournitures seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

ARTICLE 8 PENALITES

Les pénalités sont cumulables.

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du titulaire le mois suivant le calcul des pénalités. Les défaillances sont constatées au cours des contrôles, programmés ou inopinés.

Indépendamment des pénalités de retard, l'AP-HP aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du titulaire.

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG – FCS en ce qui concerne les modalités de calcul des pénalités expressément définies à l'article 8 du CCAP. Tout autre manquement non listé se verra appliqué une pénalité dans les conditions fixées au CCAG FCS.

Nature de la défaillance	Modalités de calcul de la pénalité
Dysfonctionnements	
Non réalisation de prestations et non corrigées dans les 24 H	500 € par jour de retard
Non correction dans les 24h d'une anomalie constatée et signalée lors de contrôle inopiné	500 € par jour de retard
Non réalisation des tâches périodiques planifiées sans raison justifiée	300 € par anomalie constatée
Non-respect des fréquences contractuelles	300 € par anomalie constatée
Non-respect des procédures et modes opératoires validés en vigueur	500€ par anomalie constatée

Report de l'exécution des tâches périodiques planifiées, sans accord préalable du référent écologie hospitalière	300 € par anomalie constatée
En cas de non réponse à une réclamation écrite (courriel, fiche d'évènement indésirable, lettre...) dans le délai fixé par le référent lors de l'établissement de la réclamation	500 € par jour de retard jusqu'à la réparation ou le remplacement du matériel
Non-respect du délai imparti pour la mise en place de protocole de nettoyage renforcé	500 € par jour de retard
Non communication d'un dysfonctionnement interne à la société et perturbant la prestation	150 € par anomalie constatée
Absence de signature des fiches de traçabilité	150 € par anomalie constatée
Dans le cadre de prestations ponctuelles, non-respect des consignes données par le référent écologie hospitalière (horaires d'intervention, organisation de la prestation...)	500 € par cas constaté
Mauvaise tenue du cahier de liaison	150 € par cas constaté
Absence d'autocontrôles mensuels par le titulaire	250 € par cas constaté
Non transmission des autocontrôle aux structures d'hygiène	150 € par cas constaté
Traçabilité des purges non remises ou incomplète	50 € par cas constaté
Non-respect de la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité	500€ par anomalie constatée
Non-respect de la réglementation relative à la collecte des déchets	500€ par anomalie constatée
Non-respect de l'organisation de la collecte des déchets	500€ par anomalie constatée
Non-respect des conditions de transfert des déchets au niveau des zones d'entreposage.	500€ par anomalie constatée
Ressources Humaines	
Mauvais comportement d'un agent sur le site (nuisant au bon fonctionnement ou au calme des services)	200€ par anomalie constatée
Tenue non conforme ou sale	150 € par anomalie constatée

Défaut de représentation du titulaire lors des contrôles programmés	150 € par anomalie constatée
En cas de problème de joignabilité de l'agent d'encadrement ou du chef de site pendant les horaires d'intervention	150 € par anomalie constatée
Non signalement d'un agent absent	150 € par anomalie constatée
Non présentation des agents remplaçants (congrés, maladie etc...) auprès du représentant de l'hôpital et des cadres des services concernés	150 € par anomalie constatée
Absence du titulaire à une réunion mensuelle de suivi	80 € par cas constaté
Absence du personnel d'encadrement qualifié	200 € par cas constaté
Non-respect des consignes de sécurité	250 € par cas constaté
Non-respect du plan de formation du personnel	300 € par cas constaté
Fiches de déroulement des tâches avec spécificités par service non remises à chaque agent	50 € par cas constaté
Ressources Matérielles	
Perte de DECT	250 € par anomalie constatée
Perte de clefs	150 € par anomalie constatée
Absence de livraison / installation / mise en oeuvre des matériels, équipements et produits exigés au marché	150 € par cas constaté
Utilisation de produits d'entretien non agréés par les structures d'hygiène	150 € par cas constaté
Utilisation de produits d'entretien non conformes à la législation / réglementation en vigueur ou non étiquetés	150 € par cas constaté
Utilisation d'un équipement ou d'un matériel non autorisé par les structures d'hygiène	150 € par cas constaté

Absence d'actualisation de la liste des produits d'entretien autorisés par les structures d'hygiène	150 € par cas constaté
Non transmission des fiches de sécurité des produits utilisés	150 € par cas constaté
Divers	
Liste détaillée des matériels conformes au CCTP et communication des fiches techniques dans les 30 jours à compter de la date de notification du marché puis 15 jours en cas de mise en conformité en cours de marché.	150 euros par jour de retard
Liste détaillée des produits conformes au CCTP et communication des fiches techniques dans les 30 jours à compter de la date de notification du marché puis 15 jours en cas de mise en conformité en cours de marché.	150 euros par jour de retard
Non remise de l'attestation d'assurance dans les 15 jours à compter de la notification du marché	150 euros par jour de retard
Défaut de transmission du Plan de prévention dans les 30 jours à compter de la notification du marché	150 euros par jour de retard
Liste nominative détaillée des agents , fiches de poste, certificats de visites médicales dans les 30 jours à compter de la notification du marché puis 1 mois à compter de la notification du marché puis 1 mois à compter de chaque échéance semestrielle et une semaine à compter de la demande du référent de l'hôpital	150 euros par jour de retard
Fiches de taches par service dans les 30 jours à compter du début du marché	150 euros par jour de retard
Défaut de transmission/actualisation des organisations - plannings activités - répartition du personnel, par service/secteur et créneaux horaires, dans les 30 jours à compter de la notification du marché à compter de la date du début d'exécution du marché, puis 30 jours à compter de chaque échéance semestrielle et 8 jours à compter de la demande du référent de l'hôpital	150 euros par jour de retard
Planning annuel des prestations périodiques dans les 30 jours à compter de la notification du marché	150 euros par jour de retard

Fourniture du badge avec photo à tous les agents de l'entreprise dans les 30 jours à compter de la date de notification du marché puis 15 jours à compter de la prise de poste pour tout nouveau recruté ou remplaçant	150 euros par jour de retard
Défaut de transmission de Plan d'action dans le délai imparti en réponse aux dysfonctionnements dans les 15 jours à compter de la demande du référent de l'hôpital	150 euros par jour de retard
Non-respect des échéances fixées dans le plan d'action pour la mise en place des actions correctives dans le délai imparti en réponse aux dysfonctionnements	150 euros par jour de retard et par échéance non respectée

ARTICLE 9 ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations.

Le candidat fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du représentant du pouvoir adjudicateur.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que le candidat a réglé les primes afférentes.

ARTICLE 10 RESILIATION

Les dispositions du chapitre 7 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG - FCS) sont applicables au présent marché. Le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 11 DEROGATIONS

Le présent C.C.A.P. déroge :

Intitulé des articles	Article du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Article du CCAG FCS auxquels il est dérogé
Pièces contractuelles du marché	2	4
Modification du marché	6	25
Pénalités	8	14
Révision de prix	4.2	10